

BV.

CONSEIL D'ETAT	RAAD VAN STATE
LEGISLATION	WETGEVING
1	
31-07-1991	
Transmis à M. Vandemeulebroeck	
Overgemaakt aan de H.	

L. 20.589/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau, le 12 février 1991, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance "relative à la conservation du patrimoine immobilier de la Région de Bruxelles-Capitale", et en ayant délibéré en ses séances des 5 juin, 19 juin et 26 juin 1991, a donné le 26 juin 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 12 februari 1991 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "inzake het behoud van het onroerend erfgoed van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 5 juni, 19 juni en 26 juni 1991 en op 26 juni 1991 het volgend advies gegeven :

Arrêté de présentation.

1. L'ordonnance en projet est dépourvue d'arrêté de présentation. Conformément à l'usage, l'arrêté de présentation doit être rédigé de la manière suivante :

"L'EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,

Sur la proposition du ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau,

ARRETE :

Le ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau est chargé de présenter au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale le projet d'ordonnance dont la teneur suit :".

Dispositif.

Article 2.

1. Au a), devenant 1°, la définition du "patrimoine immobilier" est incorrecte parce que ces termes désignent un ensemble de biens.

.../...

Mieux vaut, dès lors, écrire :

"1° patrimoine immobilier : l'ensemble des biens immeubles qui présentent un intérêt historique, archéologique ... ou folklorique, à savoir :

- a) au titre de monument : ...;
- b) au titre d'ensemble : tout groupe de biens ...;
- c) au titre de site : ...;
- d) au titre de site archéologique : ...".

2. Au e) devenant 5°, il convient d'écrire :

"5° Exécutif : l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capital;".

3. Compte tenu de l'observation qui sera faite sous l'article 3, le f) doit être omis.

4. Au g), devenant 6°, il y a lieu d'écrire :

"6° propriétaire : la personne physique ou morale, titulaire d'un droit réel sur un bien relevant du patrimoine immobilier ou, dans le cas de l'établissement d'une zone de ...".

.../...

Article 3.

1. Il pourrait se présenter des difficultés en ce qui concerne la dénomination de la commission instituée en vertu du paragraphe 1er de la disposition en projet, cette dénomination n'apparaissant qu'à l'article 2, 6°. En effet, les définitions n'ont, en principe, pas de valeur normative.

Il est proposé, en conséquence, d'omettre le f, devenant 6°, de l'article 2 et de rédiger comme suit l'article 3, § 1er :

"Art. 3. § 1er. Il est institué une Commission royale des monuments et des sites de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommée "la Commission".

Elle est chargée de donner à l'Exécutif les avis requis par la présente ordonnance ou en vertu de celle-ci. Elle peut aussi donner un avis à l'Exécutif, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative, sur toute question se rapportant à un bien relevant du patrimoine immobilier".

2. Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. L'Exécutif règle la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission.

La commission adopte ...".

.../...

Article 4.

Le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Toute demande de permis de bâtir, de permis de lotir ou de certificat d'urbanisme se rapportant à un bien inscrit à l'inventaire est soumise à l'avis préalable de la commission, ainsi qu'aux mesures particulières de publicité et à l'avis de la commission de concertation, en application de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme".

Article 5.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 5. L'Exécutif arrête la forme de l'inventaire et du registre et détermine les mentions qui doivent y figurer.

Il communique annuellement à chaque commune l'extrait de l'inventaire et du registre qui se rapporte au bien relevant du patrimoine immobilier situé sur son territoire".

Article 6.

L'article 6 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 6. Quiconque peut prendre ... de la commission et en obtenir copie à ses frais".

Article 7.

Le texte suivant est proposé pour l'article 7 :

"Art. 7. § 1er. L'Exécutif dresse la liste de sauvegarde. Il peut y inscrire tout bien relevant du patrimoine immobilier, soit d'initiative, soit sur la proposition de la commission.

§ 2. Après avis de la commission, l'Exécutif peut également inscrire sur la liste de sauvegarde tout bien relevant du patrimoine immobilier :

- 1° soit à la demande du collège des bourgmestre et échevins de la commune où le bien est situé;
- 2° soit à la demande de cent cinquante personnes âgées de dix-huit ans au moins et ...;
- 3° soit ...

La commission donne son avis dans les soixante jours de la demande. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

L'Exécutif arrête la forme et le contenu des demandes visées à l'alinéa 1er".

Article 8.

L'article 8 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 8. L'arrêté portant inscription sur la liste de sauvegarde d'un bien relevant du patrimoine immobilier doit contenir les mentions suivantes :

- 1°) la description sommaire du bien ainsi que sa dénomination éventuelle;
- 2°) le nom et l'adresse du propriétaire;
- 3°) la référence cadastrale du bien;
- 4°) l'intérêt qu'il présente selon les critères définis à l'article 2, 1°.

En ce qui concerne les ensembles et sites, un plan de délimitation est annexé à l'arrêté".

Article 9.

1. En relation avec l'observation faite sous l'article 4, § 2, il faut écrire, au paragraphe 1er, alinéa 1er, "... au fonctionnaire délégué désigné en exécution de la législation sur l'urbanisme ...".

2. Au même paragraphe, alinéa 1er, troisième tiret, devenant 3°, l'utilité de la disposition n'apparaît pas. Si le bien est propriété de l'Etat, l'arrêté sera notifié à l'Etat, représenté par le ministre qui a la gestion de l'immeuble dans ses attributions.

La même observation vaut pour les articles 19, § 2, alinéa 1er, et 24.

3. Au cinquième tiret, devenant 4°, il y a lieu d'écrire :

"4° à toute autre personne que l'Exécutif juge opportun d'informer".

4. L'article 9, § 2, de l'ordonnance en projet prévoit que, lorsque le propriétaire d'un bien inscrit sur la liste de sauvegarde a manqué à son obligation d'informer l'occupant, "ainsi que toute personne qu'il aurait chargée d'exécuter des travaux au patrimoine (...) ou qu'il aurait autorisée à en exécuter", de l'existence de l'arrêté portant cette inscription, il "est tenu pour responsable solidaire de la réparation".

Les articles 19, § 1er, et 24, § 1er, contiennent des règles analogues concernant, pour le premier, la décision d'entamer la procédure de classement et, pour le second, l'arrêté de classement.

Il est supposé, et les textes gagneraient certainement à être précisés à cet égard, qu'il est ainsi fait allusion aux travaux de remise en état qui sont ordonnés par les jugements de condamnation visés à l'article 38 du projet.

Compte tenu de l'observation qui sera faite à propos des articles 37 et 38, l'alinéa 3 doit être omis.

La même observation vaut pour les articles 19, § 2, alinéa 3, et 24, § 2, alinéa 3.

Article 10.

1. L'article 10, § 1er, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 10. L'arrêté portant inscription sur la liste de sauvegarde est obligatoire dès le jour de sa publication, par mention, au Moniteur belge. Il est transcrit au bureau de conservation des hypothèques".

La dernière phrase de l'alinéa en projet est une redite de l'article 9, alinéa 1er; elle doit être omise.

2. Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2 :

"A l'égard des autorités et personnes visées à l'article 9, § 1er, l'arrêté est obligatoire dès sa notification ou à partir de sa publication si celle-ci est antérieure".

Article 11.

Le texte du paragraphe 1er en projet, devenant l'alinéa 1er, est difficilement compréhensible. La procédure qu'il envisage semble être une procédure visant à supprimer l'inscription.

Les termes "visant à annuler les effets de l'inscription" ne sont, à cet égard, pas heureux.

La compétence de l'Exécutif n'apparaît qu'implicitement pour prendre les décisions concernant les demandes d'"annulation" de l'inscription sur la liste de sauvegarde introduites conformément au texte en projet.

Par ailleurs, suivant les indications du délégué du ministre, le recours administratif organisé par la disposition en projet pourrait être exercé sans limite de temps.

D'autre part, on n'aperçoit pas comment les conditions générales ou particulières de conservation prévues par l'arrêté d'inscription pourraient être implicitement modifiées.

Le texte du paragraphe 1er doit être réécrit.

.../...

Article 12.

1. Au début de l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire :

"Art. 12. Le propriétaire d'un bien relevant du patrimoine immobilier ...".

2. A l'alinéa 1er, cinquième ligne, les mots "générales ou" doivent être omis.

En effet, les "conditions générales" de conservation auxquelles est soumis un bien relevant du patrimoine immobilier, inscrit sur la liste de sauvegarde, sont celles qui découlent directement du projet d'ordonnance. Il n'y aurait donc lieu de mentionner que les conditions particulières dans l'arrêté portant inscription sur la liste de sauvegarde.

Articles 13 et 16.

Les articles 13 et 16 du projet devraient être réunis en une seule disposition. Le paragraphe 1er de cette disposition reproduirait le paragraphe 1er de l'article 13 en projet. Le paragraphe 2, compte tenu de l'observation sous l'article 14, contiendrait le texte proposé à la suite de cette observation.

Le paragraphe 3 de la nouvelle disposition reproduirait l'article 16 du projet.

Enfin, le paragraphe 4 de la nouvelle disposition reproduirait le paragraphe 2 de l'article 13 du projet.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 13. § 1er. Il est interdit ...

- 1° de démolir en tout ou en partie, de restaurer en tout ou en partie, de modifier l'aspect ou de déplacer en tout ou en partie un bien relevant du patrimoine immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde;
- 2° d'utiliser un tel bien ou d'en modifier l'usage de manière telle qu'il perde son intérêt;
- 3° d'exécuter des travaux dans un tel bien en méconnaissance des conditions particulières de conservation;
- 4° de faire des fouilles et des recherches dans un tel lieu.

§ 2. ... (voir observation et texte proposé sous l'article 14).

§ 3. L'Exécutif détermine la forme et le contenu de la demande d'autorisation, ainsi que la procédure d'octroi de celle-ci.

La décision doit être prise dans les nonante jours de la réception de la demande.

Passé ce délai, si la demande n'a pas fait l'objet d'un refus, l'autorisation est réputée acquise.

§ 4. Sauf cas d'extrême urgence, les autorisations accordées en application des dispositions législatives ou réglementaires ne dispensent pas le bénéficiaire de se conformer aux prescriptions du paragraphe 1er".

Article 14.

1. La seconde phrase du paragraphe 1er trouverait mieux sa place à l'article 13, sous la forme d'un paragraphe nouveau à insérer après le paragraphe 1er. Ce nouveau paragraphe serait rédigé comme suit :

"§ 2. Les servitudes qui procèdent des dispositions législatives ou réglementaires relatives à la police de la voirie et des constructions ..., si elles peuvent entraîner des mesures prohibées en vertu du paragraphe 1er".

2. Au paragraphe 2, alinéa 1er, les mots "le fonctionnaire instrumentant" doivent être remplacés par les mots "l'officier instrumentant".

Au paragraphe 2, alinéa 2, on écrira aussi " ... l'officier instrumentant est tenu de ...".

L'observation vaut également pour le texte français des articles 15 et 37, 3°.

3. Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Lorsqu'un bien relevant du patrimoine immobilier est inscrit sur la liste de sauvegarde, les administrations communales sont tenues, lors de la délivrance du certificat d'urbanisme, de le préciser, soit à la demande de tout intéressé, soit d'office".

Article 15.

Suivant les indications données par le délégué du ministre, "les qualifications" dont il est question visent le fait que le bien relevant du patrimoine immobilier est inscrit sur la liste de sauvegarde et fait l'objet de mesures de conservation.

La disposition en projet qui complète le paragraphe 2 de l'article 14 du projet devrait y être insérée.

Il est donc proposé d'en compléter l'alinéa 1er de la manière suivante : "Il fait mention de cette inscription dans l'acte constatant le transfert".

Article 16.

Il a été proposé d'insérer la disposition en projet dans l'article 13. L'article 16 peut donc être omis.

.../...

Article 17 (devenant l'article 16).

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 16. L'avis de la Commission doit être demandé avant la délivrance des autorisations dont un bien relevant du patrimoine immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde doit faire l'objet en vertu de dispositions de nature législative prises dans les matières visées à l'article 107quater de la Constitution".

Article 18 (devenant l'article 17).

De l'accord du délégué du ministre, le texte suivant est proposé :

"Art. 17. L'Exécutif classe le bien relevant du patrimoine immobilier. Il peut entamer la procédure de classement;

1° soit d'initiative;

2° (la suite comme au projet);".

Article 19 (devenant l'article 18).

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 1er :

"Art. 18. § 1er. L'Exécutif communique sa décision d'entamer la procédure de classement au fonctionnaire délégué chargé de l'urbanisme et de la planification.

Il la notifie par lettre recommandée, à la poste :

1° à la Commission;

2° ...

3° ...

4° ...

5° à toute personne que l'Exécutif juge opportun d'informer.

... (la suite comme au projet)".

Article 21 (devenant l'article 20).

La disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 20. § 1er. A l'expiration du délai visé à l'article 19, l'Exécutif ... de la commune où le bien relevant du patrimoine immobilier est situé et lui communique les observations éventuelles du propriétaire.

Le collège des bourgmestre et échevins donne son avis dans les quarante-cinq jours de la demande. Passé ce délai, la procédure est poursuivie.

§ 2. A l'expiration du délai visé au paragraphe 1er, alinéa 2 ... à la Commission et lui communique les observations éventuelles du propriétaire ainsi que l'avis du collège des bourgmestre et échevins.

La commission donne son avis dans les quarante-cinq jours de la demande. Passé ce délai, la procédure est poursuivie".

Article 22 (devenant l'article 21).

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"L'absence de classement, dans le délai visé à l'alinéa 1er, d'un bien relevant du patrimoine immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde entraîne la radiation de l'inscription".

Article 23 (devenant l'article 22).

Dans le texte français de l'alinéa 1er, le mot "reprend" doit être remplacé par le mot "reproduit".

Article 24 (devenant l'article 23).

Il convient de s'inspirer de la rédaction proposée pour l'article 19, devenant 18, du projet.

Article 25 (devenant l'article 24).

Compte tenu des observations formulées à propos de l'article 10 du projet, le texte suivant est proposé :

"Art. 24. L'arrêté de classement est obligatoire le jour de sa publication, par mention, au Moniteur belge. Il est transcrit au bureau de conservation des hypothèques.

A l'égard des personnes visées à l'article 23, l'arrêté est obligatoire dès sa notification ou à partir de sa publication si celle-ci est antérieure".

Article 26 (devenant l'article 25).

La disposition en projet s'inspire de l'article 14 de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites.

Le texte suivant est cependant proposé :

"Art. 25. Pour déclasser un bien relevant du patrimoine immobilier ou modifier, soit les conditions particulières de conservation visées à l'article 12, soit la zone de protection visée à l'article 28, l'Exécutif respecte la procédure de classement".

Article 27 (devenant l'article 26).

Il y a lieu d'écrire :

"Art. 26. Les articles 12 à 16 s'appliquent aux effets du classement".

Article 28 (devenant l'article 27).

De l'accord du délégué du ministre, le texte suivant est proposé :

"Art. 27. Les effets du classement s'appliquent au bien relevant du patrimoine immobilier qui fait l'objet d'une procédure de classement, pendant la durée de cette procédure à compter des notifications visées à l'article 18, § 1er.

Article 29 (devenant l'article 28).

L'article 29 serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Art. 28. L'arrêté de classement peut établir, autour de tout bien relevant du patrimoine immobilier, une zone de protection dont il fixe les limites.

Dans cette zone, tous les actes et travaux de nature à modifier les perspectives sur le bien relevant du patrimoine immobilier ou, à partir de celui-ci, sont soumis ... et à l'avis de la commission de concertation visée à l'article 14 de l'arrêté royal du 5 novembre 1979 déterminant, pour la Région bruxelloise, les mesures particulières de publicité applicables à certaines demandes de permis de bâtir et de lotir et créant, pour chacune des communes de la Région bruxelloise, une commission de concertation en matière d'aménagement local".

Article 30 (devenant l'article 29).

L'article 30 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 29. Le bien classé relevant du patrimoine immobilier peut être identifié.

L'Exécutif arrête ... et panneaux pouvant servir à identifier le bien classé".

Article 31 (devenant l'article 30).

1. Au paragraphe 2, alinéa 2, les mots ", et ce par toute voie de justice" sont superflus et doivent être omis.

2. La disposition du paragraphe 3 est inspirée de l'article 2 de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites.

Pour mieux traduire cette intention, mieux vaut rédiger la première phrase du paragraphe 3 comme suit :

"§ 3. Lorsque le bien relevant du patrimoine immobilier appartient à une personne physique ou morale de droit privé, celle-ci peut, au lieu d'exécuter les travaux nécessaires, exiger que la Région procède à l'expropriation de son bien ...".

Article 32 (devenant l'article 31).

L'alinéa 2 prévoit que

"Lors de l'octroi d'un subside, il est tenu notamment compte :

...

3° de la personnalité juridique du demandeur;

4° des revenus du propriétaire privé; ...".

Au 1° du texte néerlandais, il faudrait écrire "bestek" au lieu de "lastenboek".

.../...

Ces critères, énoncés en termes très généraux, sont de nature à conduire à des inégalités de traitement. Le texte doit être précisé pour faire apparaître les critères objectifs, en rapport avec le but poursuivi, qui permettraient de tenir compte de la nature de la personnalité juridique du demandeur et des revenus du propriétaire.

Article 33 (devenant l'article 32).

Mieux vaut écrire :

"Art. 32. L'Exécutif peut, ... décider ou autoriser l'expropriation pour cause d'utilité publique par la commune d'un bien relevant du patrimoine immobilier ...".

Article 34 (devenant l'article 33).

1. Le paragraphe 1er, alinéa 3, serait mieux rédigé comme suit :

"L'indemnité est réduite ou refusée dans la mesure où le propriétaire tire avantage ...".

2. Au paragraphe 1er, alinéa 4, on écrira :

"... lorsque le propriétaire a acquis le bien relevant du patrimoine immobilier, alors que ce bien était ...".

3. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 5, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Bien que le paragraphe 4 en projet soit la reproduction de l'article 26, alinéa 6, du décret du 17 juillet 1987, il soulève une objection fondamentale. Il n'appartient pas au législateur régional, selon la jurisprudence constante de la Cour d'arbitrage, de prendre des dispositions qui empiètent sur la compétence que l'article 94 de la Constitution réserve au législateur national de régler l'organisation du pouvoir judiciaire (ici la compétence d'attribution des tribunaux de première instance), son fonctionnement et les autres matières qui relèvent du droit judiciaire".

En conséquence, le paragraphe 4 doit être omis.

Article 35 (devenant l'article 34).

Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, il faudrait écrire "gerechtelijke" au lieu de "gerechterlijke".

Dans la mesure où les lieux visés au paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2) de la disposition en projet constituent un domicile au sens de l'article 10 de la Constitution, cette disposition est, suivant la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, entachée d'un vice d'incompétence.

L'article 10 de la Constitution dispose en effet :

"Le domicile est inviolable; aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit".

"Aux termes de cet article, c'est donc au législateur national et à lui seul que revient la compétence de régler les cas où des visites domiciliaires - au sens de l'article 10 de la Constitution - peuvent être ordonnées et la forme selon laquelle elles peuvent être réalisées (1)".

La seconde phrase de l'alinéa doit, dès lors, être omise.

Article 36 (devenant l'article 35).

L'article 68 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, dont l'article 36, § 2, du projet s'inspire, prévoit la confirmation de l'ordre dans un délai de cinq jours, mais par le bourgmestre ou par le fonctionnaire délégué. On peut se demander si, en l'espèce, la confirmation par l'Exécutif

(1) Arrêt n° 44 du 23 décembre 1987, point B.7.a., Moniteur belge du 27 janvier 1988, p. 1201.

pourrait matériellement être obtenue dans un aussi bref délai.

Le délai doit, dès lors, être revu.

Article 37 (devenant l'article 36).

1. Le texte suivant est proposé pour la phrase introductive :

"Art. 36. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de mille francs à cent mille francs, ou d'une de ces peines seulement :".

2. Le texte en projet doit être complété pour viser les hypothèses prévues aux articles 9, § 2, 19, § 2, et 24, § 2, c'est-à-dire les cas où le propriétaire manque à son obligation de notifier à l'occupant ainsi qu'à toute personne qu'il aurait chargée d'exécuter les travaux :

- 1° l'arrêté portant inscription de son bien sur la liste de sauvegarde;
- 2° la décision de l'Exécutif d'entamer la procédure de classement;
- 3° l'arrêté de classement.

Article 38 (devenant l'article 37).

Il existe une discordance entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2, l'alinéa 1er visant le condamné et l'alinéa 2 le propriétaire du bien.

Compte tenu de la proposition qui a été faite d'ajouter aux sanctions pénales prévues à l'article 37 une sanction à charge du propriétaire qui n'aurait pas respecté les obligations imposées par les dispositions précitées du texte en projet, cette discordance est supprimée.

Il y a donc lieu d'omettre l'alinéa 2 et de rédiger l'alinéa unique comme suit :

"Art. 37. Tout jugement de condamnation ordonne le rétablissement du bien relevant du patrimoine immobilier ..., aux frais du condamné, sans préjudice des dommages et intérêts. Il fixe le délai d'exécution des travaux".

Article 39.

L'ordonnance comportant des normes de droit public, la disposition doit être omise.

Article 40 (devenant l'article 38).

Le texte pourrait être plus simplement rédigé comme suit :

"Art. 38. Les procédures de classement en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance sont poursuivies conformément aux dispositions de celle-ci".

Article 41 (devenant l'article 39).

1. Le paragraphe 1er serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Art. 39. § 1er. A l'exception des dispositions relatives aux objets mobiliers, la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites cesse d'être applicable à la Région de Bruxelles-Capitale".

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Les effets du classement prévus par la présente ordonnance s'attachent aux biens classés en application de la loi du 7 août 1931".

Observations finales.

1. Dans l'ensemble du texte en projet, les mots "patrimoine immobilier" doivent être remplacés par les mots "bien relevant du patrimoine immobilier".

2. Dans le texte néerlandais du projet, les mots "rangschikking" et "rangschikken" doivent être remplacés par les mots "bescherming" et "beschermen".

3. Il est d'usage d'écrire en français "article 1er". Il en est de même pour désigner les paragraphes (§ 1er).

La section I s'écrit, quant à elle, section première.

4. Les subdivisions d'une phrase doivent se faire par 1°, 2°, 3°, etc. ..., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc ...

5. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa.

6. D'une manière générale, le projet abuse de l'emploi de majuscules. Ainsi, il faut écrire "commune", et "collège des bourgmestre et échevins".

7. Il faut écrire les différents délais, ainsi que les tarifs des amendes, en lettres et non en chiffres.

.../...

8. Le texte néerlandais de plusieurs articles est susceptible d'amélioration. Les propositions qui ont été faites à ce propos dans l'avis, l'ont été à titre d'exemple.

Indieningsbesluit.

1. In de ontworpen ordonnantie ontbreekt het indieningsbesluit. Zoals gebruikelijk is moet het indieningsbesluit als volgt worden gesteld :

"DE EXECUTIEVE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST,

Op de voordracht van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid,

BESLUIT :

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid, wordt gelast bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

Bepalend gedeelte.Artikel 2.

1. In punt a), dat 1° wordt, is de begripsomschrijving van het "onroerend erfgoed" onjuist, omdat deze uitdrukking duidt op een geheel van goederen.

Het zou derhalve beter zijn te schrijven :

.../...

"1° onroerend erfgoed : het geheel van de onroerende goederen met een historische, archeologische ... of volkskundige waarde, te weten :

a) als monument : ...;

b) als geheel : iedere groep van onroerende goederen die een stedelijk geheel of een dorpsgeheel vormt dat voldoende samenhangend is om topografisch te worden afgebakend en merkwaardig is door zijn homogeniteit of doordat het in zijn omgeving harmonieus is geïntegreerd;

c) als landschap : ...;

d) als archeologische vindplaats : ...".

2. In punt e), dat 5° wordt, dient te worden geschreven :

"5° Executieve : de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve;".

3. Gelet op de opmerking die omtrent artikel 3 zal worden gemaakt, dient het punt f) te vervallen.

4. In punt g), dat 6° wordt, moet worden geschreven :

.../...

"6° eigenaar : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon, houder van een zakelijk recht op een goed dat tot het onroerende erfgoed behoort of, indien een beschermingszone wordt ingesteld, op een ...".

Artikel 3.

1. Er zouden moeilijkheden kunnen rijzen met betrekking tot de benaming van de commissie die wordt opgericht krachtens paragraaf 1 van de ontworpen bepaling, aangezien die benaming slechts in artikel 2, 6°, voorkomt. In beginsel zijn begripsomschrijvingen immers niet regelgevend.

Derhalve wordt voorgesteld in artikel 2 het punt f), dat 6° wordt, te doen vervallen en artikel 3, § 1, als volgt te stellen :

"Art. 3. § 1. Er wordt een Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest opgericht, hierna "de commissie" genoemd.

Zij wordt ermede belast aan de Executieve de adviezen te verstrekken die door of krachtens deze ordonnantie zijn vereist. Zij kan eveneens de Executieve, op aanvraag van deze laatste of uit eigen beweging, van advies dienen over iedere aangelegenheid die betrekking heeft op een goed dat tot het onroerende erfgoed behoort".

2. Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te stellen :

"§ 2. De Executieve regelt de samenstelling, de organisatie en de werkwijze van de commissie.

De commissie keurt een huishoudelijk reglement goed dat zij ter goedkeuring aan de Executieve voorlegt. Zij kan ...".

Artikel 4.

Het zou beter zijn paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te stellen :

"Iedere aanvraag om een bouwvergunning, een verkavelingsvergunning of een stedenbouwkundig attest met betrekking tot een goed dat in de inventaris is ingeschreven, is onderworpen aan het voorafgaande advies van de commissie, aan de bijzondere regels van openbaarmaking en aan het advies van de overlegcommissie, met toepassing van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw".

Artikel 5.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 5. De Executieve legt de vorm van de inventaris en van het register vast, en bepaalt welke vermeldingen erin moeten voorkomen.

Zij doet jaarlijks aan iedere gemeente een uittreksel uit de inventaris en het register toekomen betreffende het goed dat tot het onroerende erfgoed behoort gelegen op het grondgebied van die gemeente".

Artikel 6.

Het zou beter zijn artikel 6 als volgt te stellen :

"Art. 6. Een ieder kan op eenvoudig verzoek bij de gewestelijke administratie, bij het gemeentebestuur of op het secretariaat van de commissie inzage nemen van het register en er op eigen kosten een afschrift van krijgen".

Artikel 7.

Voor artikel 7 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 7. § 1. De Executieve stelt de bewaarlijst op. Zij kan daarop, hetzij uit eigen beweging, hetzij op voorstel van de commissie, ieder goed inschrijven dat tot het onroerende erfgoed behoort.

§ 2. Na advies van de commissie kan de Executieve eveneens op de bewaarlijst ieder goed inschrijven dat tot het onroerende erfgoed behoort :

- 1° hetzij op verzoek van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed is gelegen;
- 2° hetzij op verzoek van honderdvijftig personen die ten minste achttien jaar oud zijn en hun woonplaats hebben in het Gewest;
- 3° hetzij ...

De commissie brengt haar advies uit binnen zestig dagen na het verzoek. Na het verstrijken van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De Executieve bepaalt de vorm en de inhoud van de in het eerste lid bedoelde verzoeken".

Artikel 8.

Het zou beter zijn artikel 8 als volgt te stellen :

"Art. 8. Het besluit tot inschrijving op de bewaarlijst van een goed dat tot het onroerende erfgoed behoort, moet de volgende gegevens bevatten :

- 1°) een korte beschrijving en de eventuele benaming van het goed;
- 2°) naam en adres van de eigenaar;
- 3°) de kadastrale aanduiding van het goed;
- 4°) de waarde van het goed, volgens de maatstaven bepaald in artikel 2, 1°.

Met betrekking tot de gehelen en landschappen wordt bij dit besluit een plan van afbakening gevoegd".

Artikel 9.

1. In aansluiting op de met betrekking tot artikel 4, § 2, gemaakte opmerking behoort in paragraaf 1, eerste lid, te worden geschreven : "... binnen dertig dagen na de ondertekening ervan ter kennis gebracht van de gemachtigde ambtenaar, aangewezen ter uitvoering van de wetgeving inzake stedenbouw, alsook, bij ter post aangetekende brief, van :".

2. Het nut van paragraaf 1, eerste lid, derde streepje, dat 3° wordt, is niet duidelijk. Indien het goed Staatseigendom is, wordt het besluit ter kennis gebracht van de Staat, vertegenwoordigd door de minister onder wie het beheer van dat onroerend goed ressorteert.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 19, § 2, eerste lid, en 24.

3. Bij het vijfde streepje, dat 4° wordt, dient te worden geschreven :

"4° alle anderen van wie de Executieve het nuttig acht dat zij worden ingelicht".

4. Artikel 9, § 2, van de ontworpen ordonnantie bepaalt dat wanneer de eigenaar van een op de bewaarlijst ingeschreven goed de verplichting niet is nagekomen om de bewoner, "alsook elke persoon die hij zou hebben belast om werken uit te voeren aan het bedoelde onroerend erfgoed of aan wie hij de machtiging zou hebben gegeven om er uit te voeren" in kennis te stellen van het bestaan van het besluit houdende inschrijving van zijn goed, hij "hoofdelijk aansprakelijk gesteld (wordt) voor de herstelling".

De artikelen 19, § 1, en 24, § 1, bevatten soortgelijke voorschriften betreffende, wat eerstgenoemd artikel betreft, de beslissing om de "rangschikkingsprocedure" aan te vangen, en, wat het tweede artikel betreft, het "rangschikkingsbesluit".

Verondersteld wordt - waarover in de teksten trouwens meer duidelijkheid zou mogen worden gebracht - dat aldus gealludeerd wordt op de werken die nodig zijn om een goed in zijn vroegere staat terug te brengen, waartoe bij

een in artikel 38 van het ontwerp bedoeld vonnis van veroordeling bevel wordt gegeven.

Gelet op de opmerking die in verband met de artikelen 37 en 38 zal worden gemaakt, dient het derde lid te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 19, § 2, derde lid, en 24, § 2, derde lid.

Artikel 10.

1. Het zou beter zijn artikel 10, § 1, die het eerste lid wordt, als volgt te stellen :

"Art. 10. Het besluit tot inschrijving op de bewaarlijst is bindend te rekenen van de dag waarop het bij wege van vermelding in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt. Het besluit wordt overgeschreven op het kantoor van bewaring der hypotheken".

De laatste volzin van het ontworpen lid is een herhaling van artikel 9, eerste lid; hij dient dan ook te vervallen.

2. Voor paragraaf 2, die het eerste lid wordt, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Ten aanzien van de overheden en personen bedoeld in artikel 9, § 1, is het besluit bindend te rekenen van de

kennisgeving ervan, of van de bekendmaking ervan indien deze aan de kennisgeving voorafgaat".

Artikel 11.

De tekst van de ontworpen paragraaf 1, die het eerste lid wordt, is moeilijk te begrijpen. De procedure die men daarin voor ogen heeft lijkt een procedure te zijn gericht op het ongedaan maken van de inschrijving.

De woorden "tot nietigverklaring van de gevolgen van de inschrijving" zijn in dat opzicht niet goed gekozen.

Slechts impliciet komt tot uiting dat de Executieve bevoegd is om beslissingen te nemen met betrekking tot aanvragen tot "nietigverklaring" van de inschrijving op de bewaarlijst welke zijn ingediend overeenkomstig de ontworpen tekst.

Voorts zou het administratief beroep dat door de ontworpen bepaling wordt geregeld, volgens de aanwijzingen van de gemachtigde van de minister, zonder beperking in de tijd kunnen worden uitgeoefend.

Bovendien is het niet duidelijk hoe de algemene of bijzondere behoudsvoorwaarden, gesteld in het inschrijvingsbesluit, impliciet zouden kunnen worden gewijzigd.

De tekst van paragraaf 1 moet worden herschreven.

Artikel 12.

1. Aan het begin van het eerste lid schrijve men :

"Art. 12. De eigenaar van een goed dat tot het ... onroerende erfgoed behoort ...".

2. Op de vijfde regel van het eerste lid moeten de woorden "algemene of" vervallen.

De algemene behoudsvoorwaarden, waaraan een goed dat behoort tot het op de bewaarlijst ingeschreven onroerende erfgoed onderworpen is, zijn immers die welke rechtstreeks voortvloeien uit het ontwerp van ordonnantie. In het besluit tot inschrijving op de bewaarlijst zouden bijgevolg slechts de bijzondere voorwaarden moeten worden vermeld.

De artikelen 13 en 16.

De artikelen 13 en 16 zouden moeten worden samengebracht in één enkele bepaling. Paragraaf 1 van die bepaling zou uit paragraaf 1 van het ontworpen artikel 13 moeten bestaan. Rekening houdend met de bij artikel 14 gemaakte opmerking zou paragraaf 2 de na die opmerking voorgestelde tekst moeten bevatten.

Paragraaf 3 van de nieuwe bepaling zou uit artikel 16 van het ontwerp moeten bestaan.

Ten slotte zou paragraaf 4 van de nieuwe bepaling uit paragraaf 2 van artikel 13 van het ontwerp moeten bestaan.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 13. § 1. Zonder ... toestemming is het verboden om :

- 1° een goed behorend tot het op de bewaarlijst ingeschreven onroerende erfgoed volledig of gedeeltelijk af te breken, te restaureren of te verplaatsen, respectievelijk het uitzicht ervan te veranderen;
- 2° een dergelijk goed te gebruiken of het gebruik ervan zodanig te wijzigen dat het zijn belang verliest;
- 3° in een dergelijk goed werkzaamheden uit te voeren met veronachtzaming van de bijzonder behoudsvoorwaarden;
- 4° in een dergelijk goed opgravingen te doen en onderzoek te verrichten.

§ 2. ... (zie opmerking en tekst voorgesteld bij artikel 14).

§ 3. De Executieve bepaalt de vorm en de inhoud van de vergunningsaanvraag en de procedure voor het verlenen hiervan.

De beslissing moet worden genomen binnen negentig dagen na de ontvangst van de aanvraag.

Wanneer deze termijn verstreken is wordt de vergunning geacht te zijn verkregen indien de aanvraag niet is afgewezen.

§ 4. Behalve in spoedeisende gevallen ontslaan de vergunningen verleend met toepassing van de wets- of verordeningbepalingen de begunstigde niet van de verplichting om zich te gedragen naar de voorschriften van paragraaf 1".

Artikel 14.

1. De tweede zin van paragraaf 1 zou beter op zijn plaats zijn in artikel 13, in de vorm van een nieuwe paragraaf die moet worden ingevoegd na paragraaf 1. Die nieuwe paragraaf zou als volgt luiden :

"§ 2. De erfdienstbaarheden die ontstaan uit de wets- of verordeningbepalingen inzake de wegen- en bouwpolitie ... indien zij maatregelen ten gevolge kunnen hebben die verboden zijn uit hoofde van paragraaf 1".

2. In paragraaf 2, eerste lid, moeten de woorden "instrumenterende notaris" worden vervangen door de woorden "instrumenterende ambtenaar".

In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men eveneens "... is de instrumenterende ambtenaar verplicht ...".

De opmerking geldt eveneens voor de Franse tekst van de artikelen 15 en 37, 3°.

3. Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te redigeren :

"§ 3. Wanneer een goed dat tot het onroerende erfgoed behoort ingeschreven wordt op de bewaarlijst, zijn de gemeentebesturen verplicht dit, hetzij op verzoek van elke belanghebbende hetzij ambtshalve te vermelden bij de afgifte van het stedenbouwkundig attest".

Artikel 15.

Volgens de inlichtingen die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, houden de "kwalificaties" waarvan sprake verband met het feit dat het goed dat tot het onroerende erfgoed behoort wordt ingeschreven op de bewaarlijst en dat er ten aanzien daarvan behoudsmaatregelen worden genomen.

De ontworpen bepaling, die paragraaf 2 van artikel 14 van het ontwerp aanvult, zou daarin moeten worden ingevoegd.

Er wordt derhalve voorgesteld het eerste lid daarvan als volgt aan te vullen : "Hij maakt melding van die inschrijving in de akte die de overdracht vaststelt".

Artikel 16.

Er is voorgesteld de ontworpen bepaling in te voegen in artikel 13. Artikel 16 kan bijgevolg vervallen.

Artikel 17 (dat artikel 16 wordt).

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 16. De Commissie moet om advies worden gevraagd alvorens de vergunningen worden afgegeven die krachtens bepalingen van wetgevende aard, vastgesteld in de aangelegenheden bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet, vereist zijn voor een goed dat behoort tot het op de bewaarlijst ingeschreven onroerende erfgoed".

Artikel 18 (dat artikel 17 wordt).

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 17. De Executieve beschermt het goed dat tot het onroerende erfgoed behoort. Zij kan de beschermingsprocedure in gang zetten;

1° hetzij uit eigen beweging;

2° (voorts zoals in het ontwerp);".

Artikel 19 (dat artikel 18 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 1 :

"Art. 18. § 1. De Executieve brengt haar beslissing om de beschermingsprocedure in gang te zetten ter kennis van de gemachtigde ambtenaar belast met Stedebouw en Planning.

Zij geeft er bij een ter post aangetekende brief kennis van aan :

1° de Commissie;

2° ...

3° ...

4° ...

5° eenieder van wie de Executieve het nuttig acht dat hij wordt ingelicht.

... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 21 (dat artikel 20 wordt).

Het zou beter zijn de ontworpen bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 20. § 1. Bij het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 19, legt de Executieve het ontwerp tot bescherming om advies voor aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar het goed dat tot het onroerende erfgoed behoort, gelegen is en geeft zij het college kennis van de eventuele opmerkingen van de eigenaar.

Het college van burgemeester en schepenen dient van advies binnen vijfenveertig dagen na de aanvraag. Na die termijn wordt de procedure voortgezet.

§ 2. Na het verstrijken van de termijn bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, legt de Executieve het beschermingsontwerp om advies voor aan de Commissie en stelt zij deze in kennis van de eventuele opmerkingen van de eigenaar alsook van het advies van het college van burgemeester en schepenen.

De Commissie dient van advies binnen vijfenveertig dagen na de aanvraag. Na die termijn wordt de procedure voortgezet".

Artikel 22 (dat artikel 21 wordt).

In het eerste lid schrijve men "op zijn vroegst" in plaats van "ten vroegste" en "uiterlijk" in plaats van "ten laatste".

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Wanneer een goed dat tot het op de bewaarlijst ingeschreven onroerende erfgoed behoort binnen de in het eerste lid bedoelde termijn niet wordt beschermd, wordt de inschrijving geroyeerd".

Artikel 23 (dat artikel 22 wordt).

In het eerste lid van de Franse tekst moet het woord "reprend" worden vervangen door het woord "reproduit".

Artikel 24 (dat artikel 23 wordt).

De redactie die is voorgesteld voor artikel 19 van het ontwerp, dat artikel 18 wordt, behoort als voorbeeld te worden genomen.

Artikel 25 (dat artikel 24 wordt).

Gelet op de opmerkingen die bij artikel 10 van het ontwerp zijn gemaakt, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 24. Het beschermingsbesluit is bindend te rekenen van de dag waarop het bij wege van vermelding in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt. Het besluit wordt overgeschreven op het kantoor van bewaring der hypotheken.

Ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 23 is het besluit bindend te rekenen van de kennisgeving ervan,

of van de bekendmaking ervan indien deze aan de kennisgeving voorafgaat".

Artikel 26 (dat artikel 25 wordt).

De ontworpen bepaling stoelt op artikel 14 van de wet van 7 augustus 1931 op het behoud van monumenten en landschappen.

Toch wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 25. Wil de Executieve een goed dat tot het onroerende erfgoed behoort van de monumentenlijst afvoeren of hetzij de bijzondere behoudsvoorwaarden bedoeld in artikel 12, hetzij de beschermingszone bedoeld in artikel 28 wijzigen, dan leeft de Executieve de beschermingsprocedure na".

Artikel 27 (dat artikel 26 wordt).

Men schrijve :

"Art. 26. De artikelen 12 tot 16 zijn van toepassing op de gevolgen van de bescherming".

Artikel 28 (dat artikel 27 wordt).

De gemachtigde ambtenaar van de minister gaat akkoord met het volgende tekstvoorstel :

"Art. 27. De gevolgen van de bescherming gelden voor het goed dat behoort tot het onroerende erfgoed waarvoor een beschermingsprocedure aan de gang is, tijdens de duur van die procedure te rekenen vanaf de kennisgevingen bedoeld in artikel 18, § 1".

Artikel 29 (dat artikel 28 wordt).

Artikel 29 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 28. Het besluit tot bescherming kan rond elk goed dat tot het onroerende erfgoed behoort, een beschermingszone instellen waarvan het de grenzen bepaalt.

In die zone zijn alle handelingen en werkzaamheden die van die aard zijn dat ze het uitzicht op het goed dat tot het onroerende erfgoed behoort, of vanaf dat goed wijzigen, gebonden aan het advies van de Commissie, de speciale regelen van openbaarmaking en het advies van de overlegcommissie bedoeld in artikel 14 van het koninklijk besluit van 5 november 1979 tot bepaling, wat het Brusselse Gewest betreft, van de speciale regelen van openbaarmaking die moeten worden nageleefd inzake sommige bouw- en verkavelingsaanvragen en houdende instelling, voor elke gemeente van het Brusselse Gewest, van een overlegcommissie voor plaatselijke ordening".

Artikel 30 (dat artikel 29 wordt).

Artikel 30 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 29. Het beschermde goed dat tot het onroerende erfgoed behoort, kan worden geïdentificeerd.

De Executieve bepaalt ... en borden die kunnen dienen om het beschermde goed te identificeren".

Artikel 31 (dat artikel 30 wordt).

1. In paragraaf 2, tweede lid, moeten de woorden ", door alle rechterlijke middelen" als overbodig vervallen.

2. De bepaling van paragraaf 3 is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 2 van de wet van 7 augustus 1931 op het behoud van monumenten en landschappen.

Om die bedoeling beter weer te geven, zou de eerste zin van paragraaf 3 beter worden gesteld als volgt :

"§ 3. Wanneer het goed dat tot het onroerende erfgoed behoort, eigendom is van een privaatrechtelijk natuurlijk persoon of rechtspersoon, kan die, in plaats van de nodige werkzaamheden uit te voeren, eisen dat het Gewest zijn goed onteigent ...".

Artikel 32 (dat artikel 31 wordt).

Het tweede lid bepaalt :

"Bij het verlenen van toelagen wordt er met name rekening gehouden met :

...

3° de rechtspersoonlijkheid van de aanvrager;

4° de inkomsten van de privé-eigenaar; ...".

In 1° schrijve men "bestek" in plaats van "lastenboek".

Die in zeer algemene bewoordingen gestelde maatstaven zijn van die aard dat ze tot ongelijke behandeling leiden. De tekst moet duidelijker worden gemaakt om de - op het beoogde doel afgestemde - objectieve maatstaven aan te geven waardoor rekening zou kunnen worden gehouden met de aard van de rechtspersoonlijkheid van de aanvrager en van de inkomsten van de eigenaar.

Artikel 33 (dat artikel 32 wordt).

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 32. De Executieve kan, ofwel op eigen initiatief, ofwel op voorstel van de Commissie of op verzoek van het college van burgemeester en schepenen van de betrokken

.../...

gemeente, besluiten tot of machtiging verlenen tot de ont-eigening ten algemenen nutte, door de gemeente, van een goed dat tot het onroerende erfgoed behoort ...".

Artikel 34 (dat artikel 33 wordt).

1. Paragraaf 1, derde lid, zou beter worden gere-digeerd als volgt :

"De vergoeding wordt verminderd of geweigerd in zoverre de eigenaar voordeel heeft bij de inschrijving van het onroerende erfgoed op de bewaarlijst, bij de bescherming ervan of bij de ligging ervan in een beschermingszone".

2. In paragraaf 1, vierde lid, schrijve men :

"... wanneer de eigenaar het goed dat behoort tot het onroe-rende erfgoed, heeft verworven toen dat goed reeds inge-schreven was op de bewaarlijst, beschermd was of gelegen was in een beschermingszone".

3. In paragraaf 1, vijfde lid, schrijve men "zijn verplichting" in plaats van "haar verplichting".

4. In paragraaf 3 schrijve men :

"§ 3. Het verbod om reclameborden of onver-schillig welke reclame aan te brengen ...".

5. Hoewel de ontworpen paragraaf 4 is overgenomen van artikel 26, zesde lid, van het decreet van 17 juli 1987, is er een fundamenteel bezwaar. Volgens de vaste rechtspraak van het Arbitragehof is het niet de taak van de gewestwetgever om bepalingen vast te stellen die inbreuk maken op de door artikel 94 van de Grondwet aan de nationale wetgever verleende bevoegdheid om de organisatie van de rechterlijke macht (hier de volstreckte bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg), de werking van de rechterlijke macht en de andere aangelegenheden die behoren tot het gerechtelijk recht, te regelen.

Bijgevolg moet paragraaf 4 vervallen.

Artikel 35 (dat artikel 34 wordt).

In paragraaf 1 schrijve men "gerechtelijke" in plaats van "gerechterlijke".

In zoverre de plaatsen bedoeld in paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) van de ontworpen bepaling, een woning uitmaken in de zin van artikel 10 van de Grondwet, is die bepaling volgens de rechtspraak van het Arbitragehof door een bevoegdheidsgebrek aangetast.

Artikel 10 van de Grondwet bepaalt immers :

"De woning is onschendbaar; geen huiszoeking kan plaats hebben dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft".

"Naar luid van dat artikel komt dus de nationale wetgever en hem alleen de bevoegdheid toe om de ge-

.../...

vallen waarin huiszoekingen - in de zin van artikel 10 van de Grondwet - gelast kunnen worden en de vorm waarin ze kunnen geschieden, te regelen (1)".

De tweede zin van het lid moet dus vervallen.

Artikel 36 (dat artikel 35 wordt).

Artikel 68 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, waarop artikel 36, § 2, van het ontwerp gebaseerd is, bepaalt dat het bevel moet worden bekrachtigd binnen een termijn van vijf dagen, maar door de burgemeester of de gemachtigde ambtenaar. Men kan zich afvragen of in dit geval de bekrachtiging door de Executieve praktisch mogelijk is binnen zo'n korte termijn.

De termijn moet dan ook worden herzien.

Artikel 37 (dat artikel 36 wordt).

1. Voor de inleidende volzin wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 36. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank, of met een van die straffen alleen, wordt gestraft :".

(1) Arrest nr. 44 van 23 december 1987, punt B.7.a., Belgisch Staatsblad van 27 januari 1988, blz. 1201.

2. De ontworpen tekst moet worden aangevuld om te voorzien in de gevallen bedoeld in de artikelen 9, § 2, 19, § 2, en 24, § 2, dat wil zeggen de gevallen waarin de eigenaar zijn verplichting niet nakomt om aan de bewoner alsook aan elke persoon die hij zou hebben gelast werkzaamheden uit te voeren, kennis te geven van :

- 1° het besluit tot inschrijving van zijn goed op de bewaarslijst;
- 2° de beslissing van de Executieve om de beschermingsprocedure in gang te zetten;
- 3° het besluit tot bescherming.

Artikel 38 (dat artikel 37 wordt).

Er is een gebrek aan overeenstemming tussen het eerste en het tweede lid; in het eerste lid is sprake van de veroordeelde en in het tweede lid van de eigenaar van het goed.

Gelet op het voorstel om aan de in artikel 37 bepaalde straffen een straf toe te voegen voor de eigenaar die de verplichtingen opgelegd door de genoemde bepalingen van de ontworpen tekst, niet is nagekomen, is dat gebrek aan overeenstemming opgeheven.

Dus dient het tweede lid te vervallen en dient het enige lid te worden geredigeerd als volgt :

"Art. 37. Elk vonnis van veroordeling beveelt het terugbrengen van het goed dat tot het onroerende erfgoed behoort, in zijn vroegere staat of de werkzaamheden ..., op kosten van de veroordeelde, onverminderd de schadevergoeding. Het vonnis bepaalt de termijn voor de uitvoering van de werkzaamheden".

Artikel 39.

Aangezien de ordonnantie publiekrechtelijke normen bevat, moet de bepaling vervallen.

Artikel 40 (dat artikel 38 wordt).

De tekst zou eenvoudiger kunnen worden geredigeerd als volgt :

"Art. 38. De beschermingsprocedures die lopen op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze ordonnantie, worden voortgezet overeenkomstig de bepalingen ervan".

Artikel 41 (dat artikel 39 wordt).

1. Paragraaf 1 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 39. § 1. Met uitzondering van de bepalingen betreffende de roerende goederen, is de wet van 7 augustus 1931 op

het behoud van monumenten en landschappen niet langer van toepassing op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

2. Paragraaf 2, tweede lid, zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De in deze ordonnantie bepaalde gevolgen van de bescherming, zijn verbonden aan de goederen die beschermd zijn met toepassing van de wet van 7 augustus 1931".

Slotopmerkingen.

1. In heel de tekst van het ontwerp moeten de woorden "onroerend erfgoed" worden vervangen door de woorden "goed dat tot het onroerende erfgoed behoort".

2. In de Nederlandse tekst van het ontwerp moeten de woorden "rangschikking" en "rangschikken" telkens worden vervangen door de woorden "bescherming" en "beschermen".

3. In het Frans is het gebruikelijk "article 1er" te schrijven. Hetzelfde geldt voor de aanduiding van de paragrafen (§ 1er).

"Section I" wordt "section première".

4. Een zin moet worden ingedeeld in 1°, 2°, 3°, enz., die zelf eventueel worden onderverdeeld in a), b), c), enz.

5. Er is geen reden om een artikel in paragrafen in te delen als die elk slechts uit één lid bestaan.

6. Over het algemeen wordt in het ontwerp misbruik gemaakt van hoofdletters. Zo schrijve men "gemeente" en "college van burgemeester en schepenen".

7. De diverse termijnen en de bedragen van de geldboetes moeten voluit en niet in cijfers worden geschreven.

8. De Nederlandse tekst van menig artikel is voor verbetering vatbaar. De voorstellen die in het advies in dit verband gedaan zijn, gelden als voorbeeld.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

R. ANDERSEN,
C. WETTINCK,

F. RIGAUX,

F. DELPEREE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, Premier Président.

Le rapport a été présenté par M. J. VANHAEVERBEEK, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-F. NEURAY, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, Eerste Voorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. VANHAEVERBEEK, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-F. NEURAY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.